

Référendum 2010

« *Pour votre confort et votre sécurité...* »

Filière ASM : le serpent de mer de l'externalisation

« **Pour votre confort et votre sécurité...** », qui d'entre nous n'a pas eu l'occasion de lire ce beau morceau de *novlangue*, à chaque fois que nous rencontrons un imprévu gênant. C'est toujours au moment précis d'une gêne maximale que le communicant administratif nous fait savoir que **c'est pour notre bien !** La « durable mise en panne des ascenseurs » constitue une assez bonne métaphore de la paralysie occasionnée dans toute l'administration par la **calamiteuse RGPP**. Et à l'abri de cette immense pagaille, de vieux projets de marchandisation, d'externalisation, continuent leur travail souterrain de sape...

Ainsi, on (ne) reprend (pas) les mêmes mais on recommence...

De quoi s'agit-il ?

D'une « énième » évolution de la filière accueil et surveillance.

Une fois de plus, les organisations syndicales sont invitées par l'administration à participer à une réflexion sur l'avenir de la filière ASM. Et pourtant...

Petite leçon d'histoire :

Cette filière ASM (accueil, surveillance et magasinage), qui prend en charge l'accueil et la surveillance dans les musées nationaux, les monuments et autres établissements publics à vocation muséale, et les opérations de magasinage dans les services d'archives ou les bibliothèques sous tutelle du ministère de la Culture, bénéficie depuis une quinzaine d'années d'une attention particulière de la part des responsables de l'administration centrale.

En quinze ans les réunions se sont succédé, des constats ont été faits et enregistrés, et ces travaux ont donné lieu à la rédaction de rapports conséquents. Les organisations syndicales ont émis constamment le vœu de voir évoluer cette filière dans le bon sens, celui de **l'intérêt de tous, agents comme publics**, par la diversification de ses **missions** et l'assouplissement des **conditions de travail**. À chaque fois cette débauche d'énergie n'a abouti à rien ou presque.

Il y a eu cependant quelques évolutions dans la filière :

- un changement de dénomination, arraché au forceps et qui a permis de prendre en considération l'évolution du métier en intégrant aux statuts particuliers la notion **d'accueil** ;
- la création d'un débouché en catégorie A (ISC) ;
- la fusion des grades d'agents et d'adjoints ;
- quelques repyramidages
- et une **loi sur la résorption de l'emploi précaire** qui n'a fait que déplacer le problème, précarisant encore plus une frange de population vouée à combler le sous-effectif sur des missions permanentes, tout en étant maintenue dans la précarité de statuts divers : vacataires, contractuels, de préférence à temps partiel.

Si les évolutions concrètes ont du mal à s'imposer, quand elles ne sont pas le fait de pratiques particulières à certains établissements, **il y a une idée qui, elle, a la peau dure : l'externalisation des missions d'exécution**, autrement dit celles que remplissent les agents de la catégorie C.

Un audit récent préconise à nouveau cette voie, et l'on apprend dans un document de travail récemment communiqué aux syndicats par l'administration, que les missions d'encadrement devront être développées et étendues, mais que les **missions de surveillance** des salles, par exemple, « n'ont pas vocation » à évoluer mais plutôt à **être externalisées**. Bien sûr, l'administration prétend, comme à son habitude, ne pas

privilégier cette piste et avoir conscience des écueils qu'elle comporte. Ben voyons ! C'est sans doute pour cela que l'on en parle encore...

Securitas™ ? non ! Fatalitas™ !...

En bref, l'impression que laisse cette nouvelle campagne est que, si les têtes ont changé, les rêves, eux, restent les mêmes. On ne peut que déplorer l'incurie de cette administration, amnésique, qui ne sait même plus où sont rangées ses propres archives, et s'inquiéter de la **résurgence de certains partis pris**. Il y a fort à parier, encore une fois, **que ce sont les agents les moins considérés qui vont faire les frais des fantasmes de hauts fonctionnaires totalement déconnectés** d'une réalité qui leur échappe de plus en plus. Il faut n'être jamais sorti du bureau où l'on brasse la note de service, le projet de circulaire, le rapport d'audit, aussi inexorablement que le vent brasse les feuilles mortes, pour tenir pour négligeable une activité aussi indispensable à l'accueil des publics et à la sécurité des œuvres. Faut-il rappeler les gravissimes incidents qui ont démontré de la façon la plus définitive qu'**une sécurité externalisée n'offrait aucune garantie ni de correction à l'égard du public ni de protection à l'égard des œuvres** ? Et pourtant... Les sociétés de sécurité se succèdent dans les établissements ayant déjà externalisé cette fonction, le Louvre, l'Orangerie, le Grand-Palais, la BrF, etc., **les noms changent**, Securitas, Foss, ... **mais les incompétences demeurent** : personnels payés « au lance-pierres », sans perspective de carrière même lorsqu'ils sont repris sur place par la nouvelle société de sécurité, *turn over* étourdissant... Et en face, difficulté pour l'encadrement, de droit public, lui, à se faire entendre d'agents démotivés et indifférents à leurs missions, ne reconnaissant que l'autorité de leur propre employeur, et non pas celle d'un fonctionnaire (forcément nanti à leurs yeux).

Celui qui ignore l'Histoire se condamne à la répéter...

Laissons la conclusion à un « expert », fondateur d'une « boîte » d'audit et de conseil en management public. **Un de ces conseillers que l'on paye très cher pour ne pas les écouter** :

*« On dit que l'histoire ne repasse pas les plats deux fois. Mais on dit aussi que l'histoire bredouille. Les proverbes, c'est comme le Code civil : il y a à boire et à manger. En matière de conduite du changement, d'accompagnement, d'assistance, de présence aux côtés des cadres et des équipes pour bien utiliser un nouveau système d'information, bien manager ou bien piloter, **l'histoire de la modernisation des administrations a passé tant et tant de plats qu'elle en a le tournis**. Ce qui ne l'empêche pas non plus de bredouiller. Car nous répétons aujourd'hui les erreurs dénoncées hier dans les rapports de la Cour et de l'Inspection. Volet territorial de la RGPP pour les services déconcentrés, nouveaux systèmes d'informations, dont Chorus mais les autres aussi, réorganisations, refonte de processus, nouvelle gestion des ressources humaines, etc. **Rien n'y échappe. On néglige les catégories B et C ainsi que les cadres intermédiaires. On s'en fiche.** »*

*La raison ? Le temps. Tout va trop vite. **Quand est-ce qu'on fait une pause ? Où est le frein ? Les condamnés de la réforme endureront le supplice du bouquet final à perpétuité, avec une peine incompressible** de trente ans. Comment alors conduire le changement quand le changement change lui-même ? Telle une amante désespérée, la conduite du changement auprès des agents est éconduite. **Deux ou trois formations, un tour de France, une note de service et le tour est joué. Ça suffira, n'est-ce pas ? À négliger aujourd'hui les catégories B et C, et les cadres intermédiaires, on construit les dysfonctionnements de demain, donc les appels d'offres de conseil d'après-demain. J'ai donc de beaux jours devant moi...** » (Alexandre Ribadeau-Dumas, *Acteurs Publics* n° 61, février 2010).*

La CFDT-Culture mettra tout en œuvre pour que les adjoints de la filière ASM soient enfin reconnus, dans leurs missions et leur sens du service public. L'administration, jusque là sourde à leurs revendications, doit reconnaître non seulement leur importance mais la nécessité de les préserver d'une mise en concurrence au« moins-disant » qui met en péril les collections qui leur sont confiées.

le 24 février 2010